



Taux actuels de dénutrition : 5.6% retard de croissance : 30.3% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 19.1%

Source: Gouvernement philippin (NNS, 2018)

Bons résultats

- Philippines : l'État a assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est courante et les marchés fonciers fonctionnent bien. Des politiques promeuvent un accès équitable aux ressources foncières communes.
- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Philippines : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2017.
- Le pays a pleinement consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Philippines : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Philippines : en 2017, 95.4% de la population a accès à une source d'eau potable améliorée.
- Philippines : 93.8% des femmes de 15 à 49 ans ont été vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2017.
- Philippines : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation et du droit à la sécurité sociale est bon.
- Le taux d'enregistrement des naissances (91.8% en 2017) est élevé, permettant potentiellement l'accès des enfants à des services publics importants tels que la santé et l'éducation.

Points à améliorer

- Philippines : dans ce pays, la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits d'accès à la propriété des terres agricoles qu'aux hommes. Hommes et femmes jouissent des mêmes droits économiques, mais la loi n'est pas effectivement appliquée et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Philippines : l'État n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 68 % des enfants en 2016.

**Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)**

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	2.21%	2016	25e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ²	7.1%	2017	19e
Politiques			
Accès à la terre (sécurité foncière) ³	Bon	2016	11er ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ³	Moyen	2013	25e
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	91.8%	2017	6e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ³	Moyen	2018	6e ex aequo
Lois			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ³	Bon	2017	1er ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ⁴	Pas dans la loi	2019	40e ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2019	11er
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2002	1er ex aequo

¹ Pas de benchmark² Pas de benchmark³ Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon⁴ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique**Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)**

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Sectoriel uniquement	2019	24e ex aequo
Politiques			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	68%	2016	23e
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	95.4%	2017	4e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	76.5%	2017	4e
Visites médicales pour les femmes enceintes	93.8%	2017	19e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Modérée	2017-2022	29e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Lois			
Consécration du CICS ² dans le droit interne ²	Pleinement consacré	2019	1er ex aequo

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacré dans le droit ● Pleinement consacré

^ Code international de commercialisation des substituts du lait maternel